

Alain Madelin détaille le contenu de sa « révolution fiscale »

Guillaume Tabard

En septembre, au lendemain des attentats de New York, Alain Madelin avait prédit : « *L'économie et le débat sur les moyens de faire revenir la croissance seront au cœur de la campagne.* » Mais lui-même, alors, en parlait peu. Dans les premiers mois de sa campagne présidentielle, il développait plus volontiers ses idées sur la politique étrangère – la « *préférence démocratique* » –, la décentralisation, la sécurité ou le logement. Au risque d'oublier qu'il avait construit sa notoriété en étant le moins frileux des libéraux de la droite.

A quarante jours du premier tour, Alain Madelin est donc revenu à ses « fondamentaux ». Hier soir, dans une salle de spectacle parisienne, il s'est livré à un long cours d'économie. Courbes, diagrammes et chiffres projetés sur un grand écran, on se croyait davantage dans un amphi de Sciences po (section éco-fi bien sûr) que dans un meeting politique. Pour la circonstance, le patron de DL était flanqué de ses traditionnels amis universitaires ou chefs d'entreprise libéraux (Sophie de Menthon, Jacques Gareilo, Christine Chauvet, Delphine Gayrard...).

Le caractère un rien magistral de la démonstration avait aussi un objectif : faire sérieux, crédible, argumenté, au moment où Jacques Chirac promet d'im-



Le candidat libéral souhaite simplifier le barème de l'impôt sur le revenu et réduire à trois le nombre de tranches, avec un taux maximal de 33 %. (Photo François Bouchon/Le Figaro.)

portantes baisses d'impôt. Baisser les impôts, d'accord, mais « *quelques allègements ne remplacent pas une nécessaire révolution de notre fiscalité* », confie Alain Madelin. Devant un millier de sympathisants, il a donc précisé hier le contenu de la « *refondation fiscale* » qu'il appelle de ses vœux. Parce que « *notre fiscalité décourage le travail* », le candidat libéral souhaite simplifier le barème d'imposition et réduire à trois le nombre de tranches, avec un taux maximal de 33 %. Il veut

aussi instaurer la retenue à la source – une proposition que Lionel Jospin a reprise à son compte hier – et intégrer la CSG dans le calcul de l'impôt.

Deuxième volet : la fiscalité de l'entreprise. Avec 40 %, c'est en France que les droits de transmission en ligne directe des entreprises sont de loin les plus élevés en Europe, fait-il remarquer, en proposant une exonération de ces droits, notamment pour les PME-PMI. Alain Madelin veut enfin plafonner le prélèvement sur l'épargne et le patri-

moine à un tiers du produit, ou 1 % de la valeur des actifs, car « *la surimposition de l'épargne pousse à la délocalisation* ».

Cette « *nouvelle fiscalité* », comme il la qualifie, a pour objectif de « *retrouver une croissance forte* ». Et, pour relancer le moteur de l'économie, il propose encore d'augmenter le nombre d'entrepreneurs et le nombre de salariés actifs. « *Aujourd'hui, 15 millions de Français ont envie de créer une entreprise* », dix fois plus qu'il y a dix ans, assure-t-il. Pour Made-

lin, ce sont sur les petits entrepreneurs qu'il faut avant tout « *miser* », d'où une série de mesures techniques qu'il a présentées hier.

Quant à l'augmentation de la population active, elle passe avant tout, selon lui, par une attention aux plus de 50 ans, dont le taux d'activité en France est moitié moins élevé qu'aux États-Unis, au Japon ou en Suède.

Alain Madelin n'est pas seul à vouloir baisser les impôts, assouplir les 35 heures ou donner plus de souplesse au monde du travail en mettant par exemple un terme à la retraite couperet. Mais rien de tout cela n'est crédible, veut-il démontrer, sans une profonde réforme de l'État, sans un État « *compétitif* ». Le candidat s'est taillé un beau succès hier soir en énumérant les 26 réformes de la santé, les 8 réformes de l'État, les 15 réformes de l'éducation, les 12 réformes des retraites... toutes inabouties en vingt-cinq ans. Beau succès encore quand il a souligné le retard français dans l'ouverture à la concurrence des marchés du gaz et de l'électricité. Mais, s'il veut « *gérer autrement les fonctionnaires* », Alain Madelin s'est bien gardé d'annoncer de simples mesures de réductions brutales de leur nombre. Prudent, il a parlé de « *favoriser la mobilité* », de « *redéployer les effectifs* », de « *faire participer et intéresser les fonctionnaires* » à la réforme de l'État. Ce qu'il a résumé d'un slogan : « *la vigueur, pas la rigueur* ».